

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service Risques et Installations Classées  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil  
sric.ud94.driat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 12/05/2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2026

### **Contexte et constats**

publié sur   
**CPCU IVRY**  
69 QUAI AUGUSTE DESHAIES  
94200 Ivry-sur-Seine

Références : DRIAT/UD94/PADVME/YBC/2026/N°229GR

Code AIOT : 0006506515

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement CPCU IVRY implanté 69 QUAI AUGUSTE DESHAIES 94200 Ivry-sur-Seine.

La visite d'inspection est prévue dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'année 2026. Cette inspection s'est également inscrite dans l'action régionale ciblée concernant la thématique équipements sous pression pour l'année 2026.

Elle comprenait 2 objectifs:

- Suivi des non-conformités constatées lors des dernières inspections;
- Le contrôle de deux équipements sous pression (ESP) du site.

De plus, par courriel du 27 mars 2026, l'exploitant a transmis un porter à connaissance présentant son projet de stockage de déchets amiantés sur son site. L'inspection du 21 avril 2026 a également permis de faire une visite du futur lieu de stockage de ces déchets.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

Le site de la Centrale CPCU à Ivry-sur-Seine exploite une installation de combustion classée au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature des installations classées, sous le régime de l'autorisation.

La chaleur du réseau CPCU provient principalement des incinérateurs et la chaufferie de Vitry. La chaufferie d'Ivry est en complément et dépannage.

L'installation est classée suivant la rubrique présentée ci-après :

Rubrique	Régime	Libellé	Nature de l'activité	Volume autorisé
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.	3 chaudières de 123,7 MW <sub>th</sub> alimentées au gaz 2 groupes électrogènes de secours de 1 800 kVA et de 110 kVA alimentés au fioul domestique	371 MW <sub>th</sub>

La réglementation applicable à l'installation est la suivante :

- Arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 40 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;
- Arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
- Arrêté préfectoral codificatif n° 2017/2911 du 9 août 2017 ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2022/4526 du 13 décembre 2022, dit "IED".

**Thèmes de l'inspection :** AR - 4 | Équipement sous pression | IED-MTD

## 2) Constats :

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle et Instruction du PAC du 27/03/2026**

### Présentation du projet

Par courriel du 27 mars 2026, l'exploitant a transmis un "porter à connaissance" présentant son projet de stockage de déchets amiantés sur son site.

En cas d'intervention dans des chambres du réseau de chaleur contenant de l'amiante, le personnel CPCU doit respecter des consignes spécifiques pour l'évacuation, le transport et le stockage temporaire des Équipements de Protections Individuelles (EPI) et matériaux contenant des fibres d'amiante souillés par l'intervention.

Le projet consiste à disposer d'une zone de stockage centralisée pour l'entreposage sécurisé de ces matériaux sur le site de la CPCU Ivry.

Les déchets seront conditionnés tout d'abord dans un double ensachage puis transportés par camionnettes vers le lieu de stockage. Ils seront mis dans des bigs bags puis dans un container sur le site de la CPCU Ivry.

Ils seront ensuite récupérés par le prestataire déchet désigné.

### Analyse de l'exploitant

La rubrique concernée par cette nouvelle activité est la 2710 (collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets) mais l'exploitant a déclaré dans son PAC qu'un seul container sera présent afin de limiter la quantité maximale stockée, celle-ci restant inférieure à 1 tonne, et ainsi ne pas dépasser le seuil de déclaration.

De plus, cette modification ne nécessite pas une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ou une demande d'examen au cas par cas.

Dans son PAC, l'exploitant étudie les différents impacts du projet sur l'environnement tels les impacts sur le paysage, l'eau, le sol, l'atmosphère, le bruit, les déchets, le transport et les impacts sanitaires. Considérant les conditions d'entreposage des déchets, il montre l'absence d'impact significatif.

Il étudie également les dangers du projet. Il déclare que les propriétés physiques de l'amiante permettent d'exclure l'amiante comme potentiel danger d'incendie ou d'explosion mais qu'elle constitue toutefois un danger supplémentaire en raison des risques accrus de libération de fibres cancérogènes au cours et après un éventuel sinistre. L'exploitant indique l'importance d'alerter les services de secours de la présence d'amiante sur le site.

L'exploitant rappelle les dispositifs de sécurité présents sur le site ainsi que les barrières de protection. Il indique notamment que le container est isolé par une distance de sécurité (plusieurs mètres) de tout stockage ou activité. Les dangers associés au projet sont en adéquation avec les mesures de protection et de prévention mises en place sur le site.

Il conclut qu'au vu des éléments ci-dessus, les risques liés à l'exploitation de la zone dédiée au stockage de déchets d'amiante par la CPCU sont jugés acceptables et non substantiels.

### Constats et avis de l'inspection

Lors de la visite du 21/04/2026, l'inspection a visité la future zone de stockage des déchets amiantés. Celle-ci se situe à proximité de la zone d'arrivée en gaz du site. Cependant, l'inspection a constaté que cette zone est clôturée et des consignes de sécurité y sont affichées. Les déchets seront acheminés par du personnel des autres sites de la CPCU.

**Au vu des éléments transmis par l'exploitant, les modifications engendrées sont considérées comme notables, mais non substantielles.**

Par ailleurs, au vu du risque que représente l'amiante en cas d'exposition à un scénario accidentel, l'exploitant devra mettre à jour son plan des locaux pour les services d'incendie et de secours prévu à l'article 7.3.5 de l'arrêté ministériel du 09/08/2017. Ce point pourra être contrôlé lors d'une prochaine inspection.

-----

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
2	Limitation des conséquences de pertes de confinement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 10.2.4		
3	Autosurveillance effluents	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	
4	Couverture anti-feu	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 7.3.5	/	
5	Surveillance des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 10.2.6.2	/	
6	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	/	

7	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	/	
8	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	/	
9	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	/	
10	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	/	
11	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	/	
12	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	/	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

Concernant le suivi de la dernière inspection, la non-conformité suivante a été constatée :

- L'exploitant étant soumis à l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 4/10/2010. Il doit justifier à l'inspection la présence sur le site d'un volume de confinement conforme à cet article.

De plus, l'inspection a formulé une observation :

- L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé le 13/06/2024. Les mesures ayant été réalisées en été, l'exploitant doit justifier la pertinence de la période de mesure concernant l'activité du site.


Concernant le contrôle de deux équipements sous pression (ESP) du site, l'inspection n'a pas constaté de non-conformité.

Concernant le PAC du 27/03/2026, l'inspection propose au préfet de conclure que les modifications engendrées sont considérées comme notables, mais non substantielles.

## 2-4) Fiches de constats

### 1) Suivi des non-conformités constatées lors des dernières inspections

#### N° 1 : Surveillance des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 10.2.4	
<b>Thème(s) :</b> Autre      Surveillance des sols	
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 14/11/2022</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :</li><li>• Date d'échéance qui a été retenue :</li></ul>	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant effectue une surveillance des sols tous les 5 ans.	
<b>Constats :</b> <u>Constat précédent</u> La dernière surveillance visée au présent article a été réalisée le 1er mars 2017. L'exploitant doit réaliser une surveillance des sols pour l'année 2022. Il a été demandé à ce dernier de transmettre le devis afférant à la prestation susvisée, et à terme, le rapport en résultant.  <u>Constat actuel</u> L'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport de surveillance des sols de mai 2023. Ce rapport n'appelle pas de remarque de l'inspection. La non-conformité précédente est levée.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 2 : Limitation des conséquences de pertes de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis

**Thème(s) :** Risques accidentels      Eaux d'extinction incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- Lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue : 21/07/2024

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie [...]

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.

Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.

- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;

- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

**Constats :**

Constat Précédent

L'exploitant déclare que les eaux d'extinction incendie sont retenues dans le réseau des eaux pluviales. Pour autant, il n'est pas en mesure d'assurer à l'inspection qu'un volume utile de rétention pour lesdites eaux d'extinction est disponible en permanence.

Il convient que l'exploitant justifie du dimensionnement du dispositif de rétention pour pouvoir recueillir l'ensemble des eaux utilisées pour l'extinction, conformément aux dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel susmentionné.

Constat Actuel

L'exploitant a transmis un courriel à l'inspection le 10/01/2025 précisant qu'au vu du point de contrôle pris lors de la dernière inspection : article 26 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010, le site d'Ivry n'est pas soumis à la nécessité d'avoir un bassin de confinement car l'activité du site ne relève pas des rubriques citées dans l'article. En effet, l'article 26 prévoit la mise en place d'un « Bassin de confinement des eaux incendie spécifique pour le stockage de produits très toxiques ou toxiques ou les substances visées à l'annexe II de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé »

Cependant, l'article 26 bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 concerne toutes les installations classées soumises à autorisation et prévoit pour celles-ci la mise en place d'un bassin de confinement. Ainsi, cette prescription impose au site de CPCU Ivry d'avoir un bassin de confinement correctement dimensionné. L'exploitant doit justifier à l'inspection la présence de ce bassin de confinement conforme à l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier à l'inspection la présence d'un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie conforme à l'article 26bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant


**Proposition de délais :** 3 Mois




### N° 3 : Autosurveillance effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 4.3.9.1	
<b>Thème(s) :</b>	Risques chroniques      Autosurveillance effluents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Lors de la visite d'inspection du 07/08/2024</li><li>• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• Date d'écheance qui a été retenue : 26/09/2024</li></ul>	
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :</p> <p>Température &lt; 30 °C</p>	
<b>Constats :</b> <p><u>Constat Précédent</u></p> <p>L'exploitant mesure en continue les paramètres Débit, pH et Température de ses effluents rejetés dans le réseau d'assainissement de la ville. Le plan des réseaux du site indique qu'aucun effluent n'est rejeté en Seine.</p> <p>Lors de la visite, les chaudières n'étaient pas en fonctionnement mais elles étaient armées si besoin. Quelques opérations étaient encore réalisées sur le site comme des purges entraînant des faibles rejets d'effluents vers le réseau. L'inspection a constaté que le site a rejeté, le 4 août 2024 à 2h, 0,579 m<sup>3</sup> d'eau de purge à une température de 30,4°C et donc légèrement supérieure au seuil de 30°C fixé par l'arrêté préfectoral modifié du 9 août 2017. De plus, il a également rejeté le 24 juin 2024 des effluents à une T de 30,3°C.</p> <p>Ces eaux n'étant pas rejetées directement en Seine et le dépassement du 4 août étant léger, il ne s'agit pas de l'origine de l'impact sur la Seine constatée dans la nuit du 7 au 8 août 2024.</p> <p><u>Constat Actuel</u></p> <p>L'inspection a constaté que les derniers résultats de l'autosurveillance des rejets aqueux de l'exploitant présents sur GIDAF (Janvier, Février et Mars 2026) ne montrent pas de dépassement de la température. La non-conformité précédente est levée.</p>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

#### N° 4 : Couverture anti-feu


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 7.3.5	
<b>Thème(s) :</b>	Risques accidentels      Couverture anti-feu
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : Au niveau de l'aire de dépotage de carburant du groupe électrogène: -des extincteurs appropriés aux risques; -une réserve d'au minimum 100 litres de sable ou de produit absorbant équipée des moyens nécessaires à leur projection (seau, pelle,...); -d'une couverture spéciale anti-feu.	
<b>Constats :</b> <u>Constat Précédent</u> L'exploitant doit mettre en place une couverture spéciale anti-feu pour l'aire de dépotage.  <u>Constat Actuel</u> L'inspection a constaté la présence d'une couverture spéciale anti-feu à proximité de l'aire de dépotage. L'observation précédente n'a plus lieu d'être.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 5 : Surveillance des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/08/2017, article 10.2.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques      Surveillance des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié.
<b>Constats :</b> <u>Constat Précédent</u> Le contrôle a été réalisé le 13 octobre 2022, néanmoins le rapport n'a pas encore été rendu disponible à l'exploitant.  <u>Constat Actuel</u> L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport de contrôle des niveaux sonores réalisé le 13/06/2024. Le rapport montre que les résultats sont conformes sur les 4 points de mesure. Cependant les mesures étant réalisées en été, l'exploitant doit justifier la pertinence de la période de mesure concernant l'activité du site, qui est nécessairement moins importante que durant la saison froide La non-conformité précédente est levée.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Justifier la pertinence de la période de mesure du bruit concernant l'activité du site.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## 2) Contrôle de 2 équipements sous pression (ESP)

### N° 6 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Liste des appareils à pression	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.  L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.	
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que l'exploitant tient à jour une liste complète de ses équipements sous pression conformément à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Pour la suite de la visite, l'inspection a choisi de se concentrer sur les Chaudières 1 et 2 qui sont des générateurs de vapeur APHP sans plan d'inspection. Ces deux chaudières sont bien soumises à l'AM du 20/11/2017 et datent de 1974. Elles ont presque les mêmes paramètres. <ul style="list-style-type: none"><li>• La chaudière 1 est de marque BABCOCK et de numéro de série : 1523403010N3. PS = 25 bar et V = 70 467L.</li><li>• La chaudière 2 est de marque BABCOCK et de numéro de série: 1523403010N2. PS = 25 bar et V = 70 467L</li></ul>	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 7 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I

**Thème(s) :** Risques accidentels      Contrôle documentaire – Inspection périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.

La période maximale est fixée au maximum à :

- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;

- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,

Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.

**Constats :**

Au vu des paramètres cités dans la fiche de constat précédente, l'inspection périodique doit être réalisée tous les 2 ans.

L'exploitant a présenté à l'inspection un compte rendu d'inspection périodique du 07/08/2025 pour la chaufferie 1 et du 15/05/2025 pour la chaufferie 2 réalisés par l'APAVE.

Ce point est donc conforme.


**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 8 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels      Contrôle documentaire – Inspection périodique	
<b>Prescription contrôlée :</b> I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.	
<b>Constats :</b> Les résultats des 2 inspections périodiques citées dans la fiche de constat précédente sont conformes et n'appellent pas de remarque de l'inspection.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite	
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 9 : Vérification des échéances de la requalification périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

**Thème(s) :** Risques accidentels      Contrôle documentaire – Requalification périodique

**Prescription contrôlée :**

I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :

- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;
- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;
- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;
- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;
- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;
- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur.

Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.

**Constats :**

Au vu des paramètres cités dans la fiche de constat précédente, la requalification périodique doit être réalisée tous les 10 ans.

L'exploitant a présenté à l'inspection un compte rendu de requalification périodique du 19/01/2023 pour la chaufferie 1 et du 13/11/2023 pour la chaufferie 2 réalisés par l'APAVE.

Ce point est donc conforme.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25

**Thème(s) :** Risques accidentels      Contrôle documentaire – Requalification périodique

**Prescription contrôlée :**

I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.

Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.

II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.

III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.

La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.

L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.

IV.-Il est interdit :

-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ;

-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

**Constats :**

Les résultats des 2 requalifications périodiques citées dans la fiche de constat précédente sont conformes et n'appellent pas de remarque de l'inspection.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**



## N° 11 : Contrôle de l'état de l'équipement

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	
<b>Thème(s) :</b>	Risques accidentels      Contrôle visuel des équipements
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]	
<b>Constats :</b> Les deux chaudières contrôlées sont composées d'un ballon supérieur et inférieur. Les équipements au complet n'étaient pas visibles mais les parties visibles étaient en bon état. L'inspection a vérifié la cohérence du marquage avec ce qui est mentionné sur les inspections périodiques et requalifications périodiques. Ce point est conforme.	
<b>Respect de la prescription :</b>	
<b>Type de suites proposées :</b>	Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>	

## N° 12 : Contrôle des accessoires de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I

**Thème(s) :** Risques accidentels      Adéquation des accessoires de sécurité

**Prescription contrôlée :**

I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.

A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.

**Constats :**

Une des mesures de maîtrise des risques de niveau 4 retenue pour l'étude de dangers de novembre 2012 est la suivante:

« 3 soupapes de surpression indépendantes sur chaque ballon de Chaudière.

Dimensionnement des équipements de manière à ce que 2 soupapes soient suffisantes pour évacuer la pression dans le ballon.

Tarage des soupapes à environ 23 bars (ballon éprouvé à environ 36 bars) »

L'inspection a constaté que les chaudières 1 et 2 ont 4 soupapes chacune: 3 sur leur ballon supérieur et une après le surchauffeur.

Les 4 soupapes associées à la chaudière 1 et la chaudière 2 sont de marque CROSBY et sont tarées à 23 bar pour les soupapes ballon et 22 bar pour la soupape de surchauffe. Les certificats de tarage des 8 soupapes datent du 23/10/2025. Ainsi la pression des soupapes est inférieure à la pression de service des chaudières de 25bar.

Les éléments constatés lors de la visite sur le terrain sont bien conformes à l'étude de dangers de novembre 2012.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**